

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

DE LA COMMUNE de ST GERMAIN DES ANGLES
27930

Séance du 18 MARS 2019

DEPARTEMENT

EURE

Date : 18/03/2019

Numéro : 2019/8

NOMBRES DE MEMBRES		
Adhérents au Conseil Municipal	en exercice	Outret pris part à la délibération
11	11	10

Date de la convocation
11/03/2019

Date d'affichage
11/03/2019

Objet de la Délibération

L'an deux mille dix-neuf
et le dix-huit mars
à vingt heures trente minutes

le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de : Monsieur Bernard BROCHOT, Maire.

Présents :

Mlle Anne-Marie LEMARIE, Mr Pierre LAISNE, Mr Vincent HENRY, Mr Laurent TOUTAIN, Mr Sylvain COIGNARD, Mr Gilles DUCRETOT,

Absents :

Mme Lucille POLET (pouvoir à Mr TOUTAIN), Mr Franck THIBAUT pouvoir à Mr BROCHOT), Mr Guy SIRQUEL (pouvoir à Mr HENRY), Mme Mylène SERET.

A été nommée secrétaire :

Mademoiselle Anne-Marie LEMARIE

DELIBERATION : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE CHEMIN DES ANGLES

Acte rendu exécutoire après dépôt en
Préfecture

le

et publication,

du

ou notification

du

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-212705461-20190318-2019-8-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2019

Affichage : 29/04/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité de mettre en place une Déclaration d'Utilité Publique afin d'acquérir une bande de terrain nécessaire aux travaux de voirie chemin des Angles, suite aux diverses tentatives de négociation à l'amiable avec le propriétaire, n'ayant pu aboutir.

Préambule :

En effet :

Le Plan Local d'Urbanisme de Saint Germain Des Angles a été prescrit le 1^{er} juin 2006, arrêté le 23 octobre 2007 et approuvé le 9 juillet 2008. Une délibération a été prise par le Conseil Municipal à cette date.

Dans le PLU, une liste des emplacements réservés a été validée. Une bande de terrain d'environ 1 800 m² située le long du chemin des Angles a été réservée au bénéfice de la commune pour un futur élargissement de la voirie.

Des travaux d'enfouissement de réseaux Chemin des Angles ont été programmés par le SIEGE en 2011. Trois délibérations ont été prises par le Conseil Municipal le 28 février 2011 pour l'enfouissement du réseau téléphonique, le renforcement du réseau électrique et des travaux d'éclairage public. Ces travaux ont été effectués.



Suite à ces travaux, et sur la demande de Monsieur le Maire, le 17 Décembre 2013, le service voirie de la Communauté d'Agglomération d'Evreux qui détient la compétence sur les voiries communautaires, a présenté le projet des travaux à réaliser Chemin des Angles.

Ces travaux d'assainissement en traverse et un reprofilage de la bande roulante, sont programmés en priorité en 2014.

Un courrier a été envoyé aux Domaines le 26 Janvier 2015, afin de connaître la valeur des emplacements réservés, et, en particulier la bande de terrain de la parcelle ZB, numéro 82 pour les travaux d'élargissement de la voirie.

Un contact a été pris le 23 février 2015 avec le propriétaire Monsieur Gilbert LEMERCIER, de la parcelle cadastrée section ZB n° 82, afin de négocier la cession d'une bande nécessaire au projet de voirie.

Monsieur LEMERCIER souhaitait l'accord de son locataire, Monsieur Samuel BLAISOT, titulaire d'un bail rural, avant de décider de la cession de la bande de terrain.

Un rendez-vous a été organisé à la Mairie de Saint Germain des Angles, le 19 mars 2015 entre Monsieur le Maire et Monsieur Samuel BLAISOT. Ce dernier a clairement déclaré qu'il n'était pas favorable au projet élaboré par le service voirie du Grand Evreux Agglomération.

Un nouveau rendez-vous le 18 Mai 2015 a été fixé pour connaître la position définitive de Monsieur LEMERCIER, celui-ci nous informe de ne pas être d'accord pour nous céder la bande de terrain.

Monsieur Gilbert LEMERCIER est décédé le 05 Octobre 2015.

Suite à la succession de Monsieur LEMERCIER, la parcelle ZB 82 a été vendue par les héritiers à Monsieur Samuel BLAISOT par acte notarié en date du 28 juin 2016.

Un premier contact a été sollicité par courrier simple en date du 5 février 2018 avec le nouveau propriétaire Monsieur Samuel BLAISOT, afin de négocier à l'amiable la bande de terrain.

Sans réponse, un deuxième courrier a été envoyé en date du 14 Mai 2018, toujours sans réponse.

Un courrier avec L.R.A.R. a été envoyé le 02 Juillet 2018, celui-ci a bien été réceptionné, mais reste lettre morte.

Une pétition signée des habitants du chemin des Angles a été reçue en mairie le 29 août 2016, demandant d'intervenir suite aux problématiques d'écoulement des eaux provoquant des dégâts lors des périodes de pluies orageuses.

Le 06 Février 2017, un courrier a été adressé à Monsieur Guy LEFRAND, Président de la Communauté d'Agglomération Evreux Portes de Normandie, lui relatant l'ensemble de la procédure. Sans réponse à ce courrier, une nouvelle demande d'aide à la procédure a été adressée le 09 Juillet 2018 au Président de la Communauté d'Agglomération Evreux Portes de Normandie – Service Voirie, demandant la confirmation de la véracité des plans de ses services, puisque contestés par le propriétaire du terrain.

Le 17 Octobre 2018, Le Vice-Président en charge de la Voirie D'Evreux Portes de Normandie, nous confirme que seuls les plans réalisés par l'E.P.N. répondent aux critères obligatoires de la réalisation.

A la suite de ce constat, un premier rendez-vous de reprise de contact a été fixé avec Monsieur Samuel BLAISOT, le 05 Mars 2019. Celui-ci nous demande d'organiser une réunion sur le terrain avec les techniciens de l'E.P.N. pour discuter du projet.

Le 13 Mars 2019, un rendez-vous sur place Chemin des Angles, en présence des Services Voirie de l'E.P.N. avec Monsieur Samuel BLAISOT, et les Adjointes de la Commune de SAINT GERMAIN DES ANGLES, n'a pas permis d'aboutir à un accord correspondant au projet présenté.

Devant ce constat de négations permanentes, le recours à la procédure d'expropriation est envisagé. Le Conseil Municipal lors de sa réunion en date du 18 Mars 2019, sollicite la mise en place d'une Déclaration d'Utilité Publique. (D.U.P.)

Cette procédure permet de s'assurer de la maîtrise totale du foncier et ainsi de réaliser l'opération d'aménagement, sans toutefois préjuger des accords amiables qui pourront intervenir concomitamment, au cours de cette procédure.

La procédure d'expropriation permet ainsi à une collectivité territoriale de s'approprier des biens immobiliers privés, afin de réaliser un projet d'aménagement public dans un but d'utilité publique.

Cette procédure est nécessaire en vertu du Code civil qui prévoit (article 545) que « *nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.* » Une opération d'expropriation ne peut être légalement déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier et éventuellement les inconvénients qu'elle comporte ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt collectif qu'elle représente.

La procédure d'expropriation se décompose en deux phases :

- La phase administrative dont la finalité est la déclaration d'utilité publique du projet prononcé par arrêté préfectoral à l'issue d'une enquête publique préalable et la détermination des parcelles à exproprier, définies par arrêté préfectoral de cessibilité après enquête parcellaire ;
- La phase judiciaire, qui correspond à la procédure de transfert de propriété des biens et d'indemnisation des propriétaires. Cette procédure est instruite par le juge de l'expropriation dès la transmission du dossier administratif finalisé par le Préfet au Juge de l'expropriation.

Il est donc proposé de solliciter auprès du Préfet de l'Eure, la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération et de demander dans le même temps la cessibilité des parcelles au profit de la Commune. L'article R.131-14 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique permet ainsi de mener conjointement l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et l'enquête parcellaire, lorsque l'expropriant est en mesure de déterminer les parcelles à exproprier ainsi que la liste des propriétaires concernés.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique et notamment ses article L 222-1 et R 112-1, relatifs aux projets publics d'aménagement dont la réalisation rend nécessaire l'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment de son article L 300-1

Vu la délibération n°1/2008 du conseil municipal du 9 juillet 2008 relative à l'approbation du Plan Local d'urbanisme, et notamment sa liste des emplacements réservés,

Considérant l'intérêt du projet pour les aménagements de la voirie chemin des Angles,

Considérant la nécessité de parvenir à la maîtrise foncière pour la réalisation du projet :

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- DECIDER le lancement de la procédure d'expropriation pour l'acquisition des propriétés nécessaires à la réalisation du projet sans toutefois préjuger des accords amiables qui pourront intervenir concomitamment, au cours de cette procédure.
- AUTORISER Monsieur le Maire :
 - o à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Eure l'ouverture conjointe de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique dudit projet d'aménagement et de l'enquête parcellaire préalable à l'arrêté de cessibilité ;
 - o à prendre toutes les mesures nécessaires, et à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à SAINT GERMAIN DES ANGLES les jours,
mois et an que ci-dessus.

Pour extrait conforme

Le Maire,
Bernard BROCHOT



MB.